



L'IEDOM vient de publier une étude intitulée « **L'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités** » qui traite des problématiques relatives à l'habitat dans les départements et collectivités de l'outre-mer français. Le logement constitue l'un des objectifs prioritaires de la stratégie de croissance pour l'Outre-mer pour les prochaines années.

Un état des lieux de l'habitat permet de mettre en évidence des progrès importants et un recul global de l'insalubrité, même si des disparités régionales subsistent. Alors que les ménages ultramarins disposent en moyenne de revenus encore inférieurs à ceux des ménages métropolitains, les besoins demeurent conséquents en matière de construction de logements neufs, notamment de logements sociaux, mais aussi de réhabilitation du parc existant.

Si elles ont incontestablement contribué à ces améliorations, les politiques du logement, mises en oeuvre de façon plus tardive qu'en France métropolitaine et manquant souvent de cohérence dans les interventions des différents acteurs publics, en particulier en matière de politique foncière, ont sans doute aussi participé à la déstabilisation observée sur les marchés (spéculation foncière, hausse des prix de l'immobilier, des loyers et des coûts de construction...) et n'ont pas toujours eu les effets escomptés.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Comité économique consultatif de l'IEDOM

Le Comité Economique Consultatif de l'IEDOM s'est réuni le 15 avril 2010 sous la présidence de Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM, par délégation de Christian Noyer, Gouverneur de la Banque de France et Président du Conseil de surveillance de l'IEDOM.

Après une présentation de l'évolution de la conjoncture économique mondiale et européenne par Pierre Jaillot, directeur général des Etudes et des Relations internationales de la Banque de France, la situation et les perspectives économiques conjoncturelles de chaque géographie ont été examinées. Malgré une timide amélioration observée en fin d'année 2009, la tonalité générale reste morose en termes d'activité. On observe toutefois quelques signes d'une reprise plus franche à terme qui, selon les géographies, devrait se matérialiser dans les prochains mois ou vers la fin de l'année.

Les responsables des Etudes de l'IEDOM ont présenté à un public plus élargi, l'étude sur « **L'habitat dans les outre-mer français : progrès, enjeux, disparités** ». Une synthèse en six pages, sous la forme d'une note expresse est publiée sur le même sujet.

Ces documents sont téléchargeables sur le site Internet de l'iedom (www.iedom.fr)

Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de mars 2010, 1 200 dossiers ont été déposés en médiation au niveau national. Sur ce nombre, 985 dossiers ont été acceptés et le taux de médiation réussi s'est établi à 60 %. La Médiation du crédit constate une augmentation sensible du nombre de dossiers déposés depuis le début de l'année ainsi que la progression de la part des TPE.

Au total, depuis novembre 2008, 23 681 dossiers ont été présentés en médiation. Le taux de médiation réussie reste stable à 63 %, 10 387 entreprises ont été confortées dans leur activité, 2,59 milliards d'euros de crédit ont été débloqués et 194 181 emplois préservés.

Pôle commun ACP-AMF

La convention instituant le pôle commun entre l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) et l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour la protection des épargnants a été signée le 30 avril 2010 par M. Christian Noyer, Président de l'ACP et M. Jean-Pierre Jouyet, Président de l'AMF.

Le texte est disponible sur : <http://www.banque-france.fr/acp/pole-commun/convention-ACP-AMF-30-04-2010.pdf>

Dossier législatif

Le projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2010-76 portant fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance présenté à l'Assemblée nationale par Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le 21 avril 2010, a été renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.

Le texte est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2453.pdf>

Publications

1 - Les conditions d'accès aux services bancaires des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

Le rapport réalisé par le CREDOC pour le Comité consultatif du secteur financier (CCSF) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/telechar/publications/rapport_credoc_etude_conditions_acces_services_bancaires_pauvrete.pdf

2 - La qualité des billets en circulation : un rôle essentiel de la Banque centrale

Cet article de Solange Mirigay et Jérôme Moreau (Banque de France) publié dans le Bulletin de la Banque de France n° 179 est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu179_6.pdf

3 - Rapport sur le risque systémique

Le rapport commandé par Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, à M. Jean-François Lepetit, ancien président du Conseil national de la comptabilité et de la Commission des opérations de bourse vient d'être publié.

Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/services/rap10/100414raplepetit.pdf>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

Poursuite de la tendance à la réduction de l'utilisation du chèque bancaire en 2009

En 2009, le système interbancaire de télécompensation (SIT) a enregistré 11 millions d'opérations de traitement d'images-chèques concernant la Guadeloupe. Sur un an, le nombre de chèques compensés s'est inscrit en diminution de 9,4 %, après une baisse de 5,5 % en 2008. Les banques mutualistes (hors Banque Postale), qui regroupent 57,4 % des chèques présentés au SIT, affichent une diminution des échanges moins prononcée que celle des banques AFB (-8,9 % contre -12,1 %). En dépit de ces évolutions, la Guadeloupe demeure le département français d'Amérique du sein duquel l'utilisation du chèque est la plus prononcée (47,6 % de l'ensemble des DFA).

Nombre de chèques compensés entre établissements de crédit en Guadeloupe*

	2005	2006	2007	2008	2009	Var. 08/07	Var. 09/08
Nombre de chèques	13 369 640	12 977 123	12 814 781	12 115 820	10 975 099	-5,5%	-9,4%
Banques AFB	5 521 048	5 164 001	4 922 005	4 597 296	4 040 484	-6,6%	-12,1%
Banques mutualistes	7 309 063	7 285 546	7 330 709	6 916 853	6 302 103	-5,6%	-8,9%
Autres	539 529	527 576	562 067	601 671	632 512	7,0%	5,1%

* Ces données ne comprennent ni les échanges internes de chèques au sein de chaque établissement ni les chèques provenant de la Banque Postale.

Source : Système interbancaire d'échanges des Antilles et de la Guyane

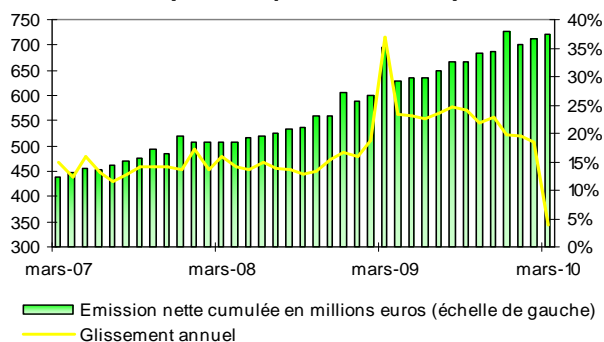
La tendance à la réduction de l'usage du chèque qui prévaut depuis plusieurs années s'est renforcée depuis le lancement, le 28 janvier 2008, du virement européen SCT (SEPA Credit Transfer) dans le cadre du projet SEPA (Single Euro Payments Area - Espace unique de paiements en euros). Cette harmonisation des moyens de paiements européens favorise en effet l'usage de trois instruments : le virement, le prélèvement et le paiement par carte. Le repli de l'usage du chèque devrait ainsi de nouveau s'accroître en 2010, avec la mise en place programmée du prélèvement SEPA.

Circulation fiduciaire au 1^{er} trimestre 2010 : ralentissement du rythme de progression après le pic de l'année 2009

A fin mars 2010, l'émission nette de billets et de pièces réalisée par l'IEDOM a atteint 722 millions € en Guadeloupe. En rythme de progression annuelle, ce montant affiche un ralentissement mécanique, liée au pic historique de mars 2009 (+36,9 %) lui-même expliqué par les événements sociaux ayant secoué le département. Le taux de croissance relevé en mars 2010 (+3,8 %) est ainsi un minimum depuis l'introduction de l'euro. Néanmoins, en isolant l'effet ponctuel du 1^{er} trimestre 2009, la circulation fiduciaire moyenne calculée sur les douze derniers mois dans le département croît au rythme de 20,6 % sur un an.

La coupure de 50 € demeure la valeur faciale prédominante, avec 52,5 % de l'émission nette de billets en volume (contre 45,8 % en 2009 et 48,7 % en 2008). Ramenée au nombre d'habitants, la circulation fiduciaire apparente en billets s'établit à 1 565 € à fin mars 2010, contre 1 186 € dans l'hexagone. Ce ratio, plus important en Guadeloupe, traduit à la fois l'existence d'une économie informelle significative, une préférence à l'utilisation du numéraire comme moyen de paiement courant et de transfert vers les pays voisins de la zone, ou encore une forte thésaurisation locale et régionale, en période de ralentissement et d'incertitude économique.

Emission nette cumulée (billets et pièces confondus)



Source : IEDOM

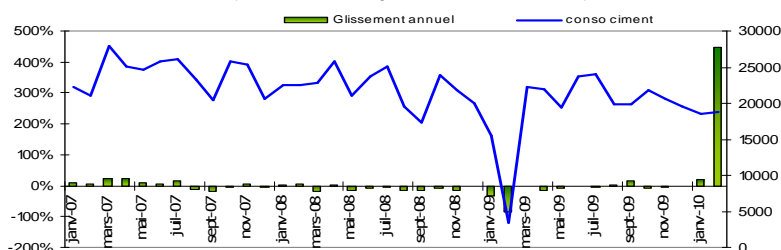
Amélioration perceptible des principaux indicateurs de vulnérabilité des ménages à fin avril 2010

Au 30 avril 2010, la Guadeloupe compte 22 956 personnes physiques en situation d'interdit bancaire, soit 3,4 % de moins qu'en avril 2009 et 1,1 % de moins qu'en janvier 2010. En parallèle, le stock d'incidents de paiement sur chèques diminue à fin avril (-2,3 % sur un an et -0,8 % sur trois mois) pour s'établir à 176 986 tandis que le nombre de retraits de carte bancaire s'inscrit en forte hausse (+22,4 % sur un an et +8,9 % sur trois mois).

BTP : une consommation de ciment ralentie en début d'année 2010

Au mois de février 2010, la consommation de ciment est de 18 755 tonnes et enregistre une hausse de 1 % par rapport à janvier 2010. Dans le détail, les ventes de ciment en sacs représentent 7 142 tonnes et ceux vendus en vrac 9 906 tonnes. A fin février 2010, en données cumulées, la consommation locale de ciment s'élève à 37 322 tonnes, soit une hausse de 447,9 % en glissement annuel. Néanmoins, le niveau des ventes de ciment reste inférieur à celui de 2008 et de 2007, soit respectivement -18 % et -12 %.

Evolution de la consommation de ciment (variations en % : éch. gauche - niveau : éch. droite)



Source : Lafarge

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les nouvelles dispositions fiscales expliquées aux chefs d'entreprise

Jeudi 8 avril, près de 150 chefs d'entreprise ont participé à la CCI de Basse-Terre à une conférence sur les nouvelles dispositions de la loi pour le développement économique de l'Outre-mer (Lodeom). Le but était d'apporter aux chefs d'entreprise un éclairage sur l'actualité fiscale et sociale, notamment sur la réforme de la taxe professionnelle.

La France condamnée pour mauvaise gestion des déchets notamment en Guadeloupe

La France a été condamnée par la cour européenne à verser 67 millions d'euros d'amende et une astreinte de 110 000 euros par jour à compter du 31 décembre. Cette condamnation est la conséquence d'un traitement des déchets non conforme à la réglementation européenne en Guyane, en Corse mais aussi en Guadeloupe.

ACTUALITE REGIONALE

Un projet de bourse électronique de cabotage caribéen (Becca) est lancé

Afin d'accélérer les échanges maritimes entre les différentes îles et Etats constituant l'ensemble caribéen, le projet Becca a vu le jour. Il consiste en une banque de données et un moteur de recherche capables de fournir en temps réel toutes les informations sur les bateaux, les services, les routes maritimes. Il rend ainsi accessible la demande et l'offre dans le domaine du transport maritime inter-îles dans la mer Caraïbes. Différents utilisateurs (les importateurs, les exportateurs, les services maritimes,...) pourront accéder à cette plate-forme. Michèle Montantin, directrice générale du centre d'échanges informatisés branche Antilles, a présenté en avril son projet au World Trade Center. Ce dernier a mobilisé le concours des fonds d'Interreg, du conseil régional et de l'Etat.

PRINCIPAUX INDICATEURS

		Données brutes	Var. Mens.	Gliss. Ann.	
REFERENCE	Indice des Prix à la consommation - Mars 2010	121,7	0,4%	2,1%	
	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Mars 2010	51 890	-0,5%	9,2%	
	Commerce extérieur - chiffres provisoires				
	Exportations - (millions €) - Janvier 2010	9,87	-1,6%	22,0%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
	Importations - (millions €) - Janvier 2010	108,04	-47,4%	-19,3%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
	Consommation d'électricité - GWh - Mars 2010	155,9	13,7%	20,1%	
	- Cumul annuel	-	-	-	
Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Mars 2010	44,5	34,9%	53,5%		
- Cumul annuel	-	-	-		
VULNERA - BILITE	- Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Avril 2010	22 956	0,6%	-3,4%	
	- Nombre de dossiers de surendettement déposés - Avril 2010	24	-14,3%	-33,3%	
	- Cumul annuel	74	-	29,8%	
	- Incidents de paiement - Montant en milliers €	1 593,2	31,3%	48,7%	
	sur effet - Avril 2010 - Cumul	5 283	-	-38,5%	
	- Nombre - Cumul	121	-14,2%	12%	
	488	-	-25,5%		
	- Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Avril 2010	510	0,6%	13,3%	
SECTEURS D'ACTIVITE	TRANSPORTS	Trafic aéroportuaire			
		Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Mars 2010	172 877	13,3%	37,1%
		- Cumul annuel	490 650	-	19,1%
		Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Mars 2010	2 237	16,0%	13,5%
		- Cumul annuel	6 350	-	3,2%
		Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires			
	- Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Mars 2010	668 832	-	28,8%	
	- Nombre de passagers (entrées + sorties) - Mars 2010	211 114	-	129,9%	
	Automobile				
	Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Décembre 2009	1 975,00	87,2%	60,0%	
	- Cumul annuel	14 084,00	-	-1,5%	
	Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Décembre 2009	234,00	24,5%	-28,0%	
- Cumul annuel	2 792,00	-	-15,7%		
BTP	Consommation globale de ciment (tonnes) - Mars 2010	23 312	24,3%	5,0%	
	- Cumul annuel	46 625	-	47,4%	
AGRI.	Exportations de bananes (tonnes) - Février 2010	2 529	-40,0%	-24,3%	
	- Cumul annuel	63 164	-	-18,0%	

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)					
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (avril 2010)			
Janvier	Février	Mars	Avril	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3462%	0,3346%	0,3434%	0,3453%	0,4040%	0,6430%	0,9540%	1,2230%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Janvier	Février	Mars	Avril	Janvier	février	Mars	Avril
3,60%	3,53%	3,47%	3,44%	3,80%	3,73%	3,67%	3,64%

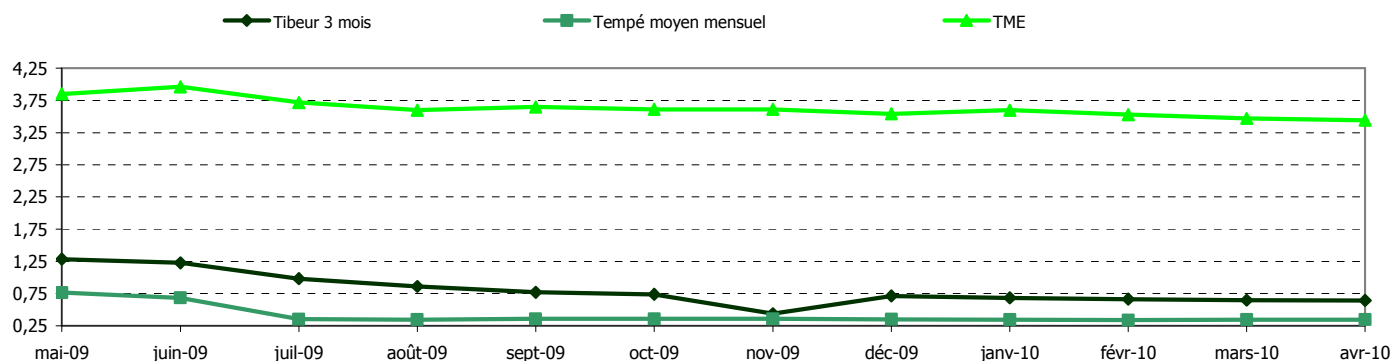
3,8

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2010)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		6,29%			
Prêts à taux variable		5,72%			
Prêts relais		6,25%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,63%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts voyageurs hypothécaires		19,45%	Découverts en compte (1)		13,33%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		8,85%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

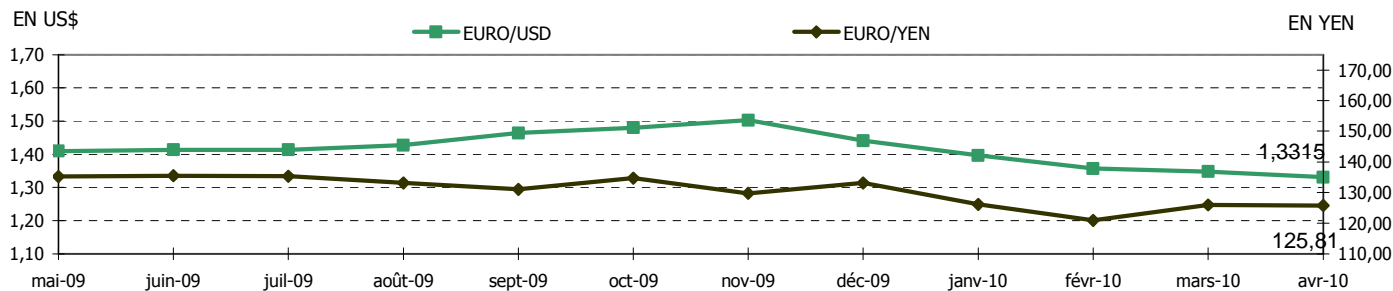
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3315	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,7628	EURO/SRD (Surinam)	3,64070
EURO/JPY (Japon)	125,8100	EURO/BWP (Botswana)	9,04090	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37410
EURO/CAD (Canada)	1,3379	EURO/SCR (Seychelles)	15,7730	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,8012
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,87030	EURO/MUR (Maurice)	40,9813	EURO/BBD (La Barbade)	2,65260
EURO/SGD (Singapour)	1,8217	EURO/BRL (Brésil)	2,2959	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,43530
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3367	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,44400	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2718,91	EURO/XCD (Dominique)	3,581	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK